

LE SOCIALISTE

ORGANE CENTRAL DU PARTI OUVRIER

ABONNEMENTS

3 mois 1 fr. 50, 6 mois 3 fr., un an 6 fr.

10 CENT. le NUMÉRO

TOUT CE QUI CONCERNE LA RÉDACTION DOIT ÊTRE ADRESSÉ

AU SECRÉTAIRE du CONSEIL NATIONAL

PARIS — 14, AVENUE DE MONTSOURIS, 14 — PARIS

ADMINISTRATION

98, RUE MONTORGUEIL, 98

PARIS

AVIS AUX ABONNÉS

Le meilleur mode de paiement est d'envoyer le montant en un mandat sur la poste à l'administration du Socialiste, 98, rue Montorgueil.

L'Évolution de la Propriété

SUITE

II

Le Communisme primitif

Le communisme a été le berceau de l'humanité.

Les sauvages les plus primitifs que l'on a pu observer ne connaissent en fait de propriété individuelle que celle des objets, qui sont pour ainsi dire attachés à leur personne tels que armes, peaux de bêtes pour vêtements, ornements passés dans les oreilles, les lèvres ou le nez. Ces objets appropriés individuellement sont enterrés ou brûlés avec le cadavre de leur propriétaire : hormis ces objets, généralement fabriqués par leurs possesseurs, tout est mis en commun dans le sein des hordes sauvages, les provisions aussi bien que les femmes.

La pêche et la chasse, complétées par la cueillette de fruits et de racines, sont les premiers moyens de production des sauvages, qui ne cultivent pas la terre et n'élèvent pas d'animaux domestiques, si ce n'est parfois le chien. La chasse et la pêche se font en commun et les produits sont mangés en commun. Les Botocudos du Brésil, quand ils ont tué une grosse pièce, s'arrêtent et ne quittent l'endroit qu'après l'avoir dévorée. Le Bochimen de l'Afrique méridionale, qui a enlevé un bœuf ou une vache à un colon européen, le partage entre tous les membres de son clan. A la Terre de Feu, les jeunes Fuégiens parcourent le rivage aux époques de disette, et si l'un d'eux découvre une baleine échouée, avant d'y toucher, bien que mourant de faim, il court avertir son clan : tous accourent avec empressement ; le plus âgé d'entre eux, dépèce l'animal et en donne à chacun sa part.

Les sauvages dont je viens de parler sont parmi les derniers spécimens de l'espèce humaine que l'on ait pu observer. Mais on retrouve ce même communisme chez des sauvages et des barbares, relativement très développés. Chez certains Esquimaux, par exemple, il n'y a que les objets utilisés par celui qui les a fabriqués qui sont considérés comme lui appartenant individuellement ; les autres sont la propriété commune du clan : ainsi l'Esquimaux qui a fabriqué trois canots, ne pouvant se servir que de deux, le troisième appartient aux membres de son clan. Un sauvage considère que tout ce dont il se sert lui appartient ; aussi ne songe-t-il pas à rendre le canot et l'instrument de pêche qu'il a emprunté et son propriétaire ne pense pas à le réclamer.

La première maison que les sauvages construisent sont des maisons communes logeant tout un clan, comptant parfois plus de cent personnes. Elles ont une longueur de 40 à 45 mètres, une largeur de 8 à 10 mètres et une hauteur de 3 à 4 mètres ; un couloir les traverse dans toute leur longueur et sur ce couloir s'ouvrent de petites chambres de 2 à 3 mètres de large, dans lesquelles dorment les femmes mariées ; les garçons et les filles vivent séparément. Les tribus germaniques du temps de César, c'est-à-dire 50 ans avant Jésus-Christ, s'étaient établies en Belgique et dans le Nord de la France, vivaient dans de

semblables maisons communes ; que l'on a retrouvé un peu partout à Madagascar, au Mexique, en Grèce ; la forme seule était changée ; parfois ces maisons étaient bâties sur pilotis dans des lacs, à une certaine distance du rivage. Les provisions placées sous l'administration des femmes étaient communes.

Les sauvages parvenus à ce degré de développement, non seulement ont perfectionné l'art de la chasse et de la pêche, mais ils ont appris à conserver le gibier et le poisson, à cultiver le riz, le maïs, et d'autres grains et à élever des animaux.

Les Iroquois, dont Morgan a décrit les mœurs, vivaient dans ces maisons communes, cultivaient et récoltaient en commun leur provision de maïs ; à la saison de la chasse du bisou et de la pêche du saumon, toute la tribu se mettait en route. On chassait, pêchait et préparait en commun les animaux pris et on les divisait ensuite par maisons. Ainsi chaque maison avait sa provision de grains, de viande et de poisson ; mais si les habitants d'une maison avaient consommé sa réserve, les habitants des autres maisons partageaient avec eux jusqu'au complet épuisement de leurs provisions.

Les repas se prenaient en commun ; comme chez les Iroquois, il n'y avait pas de tables, ni de chaises, la femme chargée de la cuisine, donnait à chacun sa part dans une écuelle, qu'il allait manger où il voulait. Les hommes prenaient d'abord leur repas ; les femmes et les enfants mangeaient ensuite.

Une certaine quantité de nourriture était toujours mise de côté afin de pourvoir aux besoins de n'importe quelle personne qui se présentait. Dans toutes les villes de la Grèce et de l'Italie on faisait à de certaines époques de l'année des repas communs, pour garder le souvenir des habitudes communistes des temps primitifs. Aristote rapporte que de son temps tous les habitants de l'île de Crète étaient nourris en commun, aux frais de l'Etat.

Les maisons communes cessèrent d'exister quand les familles individuelles se constituèrent ; au lieu de vivre en commun, chaque famille habitait sa maison ; mais les provisions continuèrent cependant à rester à la disposition de tous. Cattlin, qui pendant huit ans a voyagé parmi les tribus sauvages de l'Amérique du Nord, rapporte que dans un village indien, tout homme, femme ou enfant peut entrer dans n'importe quelle maison, fut-ce même dans celle d'un chef, et manger à sa faim. Aux îles Carolines quand un indigène partait en course, il n'emportait avec lui aucune provision. Avait-il faim ? Il entrait sans cérémonie dans une cabane quelconque et sans en demander la permission, il plongeait la main dans le baquet à *popoi*, (pâtée de fruits de l'arbre à pain) puis, quand il était suffisamment repu, il sortait sans même remercier.

Ces habitudes communistes, qui ont été générales, s'étaient conservées à Lacédémone longtemps après que les Spartiates étaient sortis de la barbarie ; la propriété individuelle des objets d'appropriation personnelle y était très vague et très précaire. Plutarque nous dit que Lycurgue, le personnage mythique, auquel les Spartiates rapportaient toutes leurs institutions, avait défendu de fermer les portes des maisons, afin que chacun put y entrer et prendre les aliments, les ustensiles de ménage dont il avait besoin, même en l'absence du propriétaire : un citoyen de Sparte pouvait sans autorisation aucune monter le premier cheval venu, se servir des

chiens de chasse et même des esclaves de n'importe quel autre Spartiate.

L'idée de propriété individuelle qui paraît si naturelle aux bourgeois a été lente à s'introduire dans la tête humaine. Quand les hommes ont commencé à réfléchir, ils ont au contraire pensé que tout devait être à tous. Heckelweder, le célèbre missionnaire morave, qui vécut au milieu des Peaux-Rouges de l'Amérique du Nord pendant 15 ans, de 1771 à 1786, et qui connaissait parfaitement leurs mœurs et leur langue dit : « Les Indiens pensent que le Grand-Esprit a créé la terre et tout ce qu'elle renferme pour être le bien commun de tous les hommes ; quand il la couvrit de fruits et la peupla d'animaux, ce n'était pas au bénéfice de quelques-uns, mais de tous. L'hospitalité chez eux n'est pas une vertu, mais un devoir. Ils préféreraient souffrir de la faim, que de manquer au devoir de satisfaire aux besoins de l'étranger, du malade et des nécessiteux, parce qu'ils ont droit d'être secourus aux frais des biens communs. Car si le gibier qu'on leur sert a été capturé dans les bois, il était propriété commune avant d'être tué par le chasseur ; le maïs et les légumes avaient poussé sur la terre commune, non par l'action de l'homme mais par celle du Grand-Esprit. »

Hobbes, une des plus fortes têtes philosophiques de l'époque moderne, ne pensait pas différemment. « La Nature, disait cet implacable logicien, a donné à chacun de nous droit égal sur toutes choses... En l'état de Nature, chacun a le droit de faire et de posséder tout ce qui lui plaît. D'où vient le commun dire, que la Nature a donné toutes choses à tous ; et d'où il se recueille qu'en l'état de Nature, l'utilité est la règle du Droit. »

(A suivre.)

Paul Lafargue

Le Parti ouvrier français se joint à la délégation de la démocratie socialiste allemande pour saluer, à l'occasion de son 70^e anniversaire, l'ami et collaborateur de Karl Marx, l'infatigable militant Frederik Engels.

Nous sommes d'esprit et de cœur avec Bebel, Liebknecht et Singer qui sont, à Londres, l'interprète du prolétariat universel et de son admiration pour un des maîtres du socialisme scientifique.

CABOTINAGE BOURGEOIS

Il n'y a qu'un mot pour caractériser nos dirigeants bourgeois battant le rappel des gros sous en vue de l'érection d'un monument à Garibaldi ; cabotins !

Oui, cabotins les républicains gouvernementaux qui jouent de Garibaldi mortet qui, vivant, le feraient fusiller.

Nous nous rappelons — si d'autres l'ont oublié — l'exclamation arrachée, à Tours, au délégué du gouvernement du 4 Septembre par la nouvelle du débarquement à Marseille de l'ancien chef des Mille : *Il ne nous manquait que ce malheur là !*

Ce cri de Crémieux résumait toute notre bourgeoisie qui, derrière l'épée mise ainsi au service de la Défense nationale, ne voyait et ne voulait voir que le chef révolutionnaire dont elle avait plus peur que des armées impériales allemandes.

Aussi apporta-t-elle toutes les entraves imaginables à la formation et à l'armement des volontaires accourus à l'appel et sous les ordres du général à la chemise rouge. Fusils, canons, argent, on marchanda tout

au futur vainqueur de Dijon, en attendant qu'on l'exceptât de l'amnistie de janvier au risque, que dis-je, dans l'espérance de le faire écraser.

Et lorsque, par l'organe de quatre départements, la reconnaissance populaire l'envoya siéger à Bordeaux, à quelles scandaleuses manœuvres n'eût-on pas recours pour lui faire vider au plus tôt le territoire par lui défendu !

Garibaldi était alors l'ennemi, d'autant plus l'ennemi qu'on sentait poindre la Commune de Paris, la Révolution du 18 mars qui devait l'acclamer pour son chef militaire et à laquelle on le savait homme à donner le reste de son sang et le prestige de son bras.

Garibaldi, en effet, s'il n'a pas été le héros du Parti ouvrier, du mouvement socialiste encore à naître, était avant tout un internationaliste. Il appartenait au peuple, à tous les peuples en révolte contre leurs « tyrans » étrangers ou nationaux. On a pu l'appeler — et avec raison — le Bayard de la République universelle.

Et lorsque, à peine remis de la balle d'Aspromonte fondue — sinon tirée — par l'empire des Bonaparte, il vint, lui le vaincu des fusils à merveille de Mentana, au secours de notre France envahie, ce n'était pas une nation, une race dont il épousait la cause contre une autre nation ou une autre race : c'était l'idée républicaine, c'était l'idée révolutionnaire à laquelle il avait voué sa vie, qui mettait dans les Vosges sa vieillesse en avant, comme elle avait mis en avant sa jeunesse et son âge mûr en Italie et en Amérique.

Par ce côté humanitaire sans distinction de frontière, par ce côté international, il appartient au socialisme qui veut et qui peut seul, par l'organisation de tous les prolétaires contre toutes les bourgeoisies, réconcilier la grande famille humaine dans la communauté de la propriété et du travail.

Son cadavre, sa mémoire sont à nous et à nous seuls. Et lorsque, comme aujourd'hui, nos exploités politiques à la Coustans et nos exploités économiques à la Ménard-Dorian essaient de s'en emparer et de les exploiter dans leur rivalité avec les Crispi et les de Caprivi, notre devoir est d'intervenir et de démasquer ces voleurs de sépulture, ces voleurs d'une gloire qui est nôtre et non leur.

Garibaldi a dans le cœur des travailleurs de partout une place qui vaut tous les monuments qui peuvent surgir, après vingt ans, des calculs diplomatiques de la bourgeoisie gouvernementale. Et si le peuple de l'atelier souscrit à sa statue, il doit faire sa souscription à part et exiger que la pierre dressée ressuscite immortalise, non le sous-ordre d'un Freycinet, mais le soldat qui saluait de son épée insurrectionnelle l'Internationale naissante comme le salut de l'avenir.

J. G.

SALUT ET PROFIT

Partout, dans les églises, dans les meetings d'Angleterre, on chante les louanges du général Booth et de son plan. Le général a promis, si on lui donnait un million chaque année, de réduire la misère à néant, en procurant du travail à tout le monde, et les naïfs, et les malins, qui composent la classe bourgeoise, applaudissent à ce plan ; les uns, parcequ'ils croient à son efficacité, les autres parcequ'ils sont certains de sa ruine.

Les socialistes peuvent regarder cette nouvelle tentative, comme ils ont regardé les autres, qui formaient le défilé des "réformes sociales" inventées par la bourgeoisie. Cette fois cependant, le général et son armée connaissent un peu mieux la misère que les statisticiens bourgeois, car l'armée du salut, par ses agents, a plongé dans les couches profondes de la population.

Qu'il y eut une nouvelle spéculation dans cette réforme, comme il y en a eu dans toutes les réformes faites par la bourgeoisie cela n'aurait rien d'étonnant. Le "Berliner Volksblatt" dans un remarquable article, montre avec quel art et quelle connaissance des affaires le général fait manœuvrer ses millions. Il en donne les exemples suivants, intéressants à citer :

« Le général a acheté en Angleterre une vieille brasserie et y emploie 500 ouvriers sans travail, en leur donnant un mauvais salaire. Il met 4.000 dans sa brasserie; ce sont ses fidèles et ses disciples qui paient la somme. En Australie, il demande et obtient des secours du gouvernement, qui lui fournit des établissements publics et lui paie le port pour sa correspondance. Il ouvre de suite un bureau de placement, et beaucoup de gens viennent, car le général est une autorité reconnue en matière d'affaires. De telles réclames se paient, et le général le sait bien. On le considère comme un homme de génie car il a résolu le grand problème d'exploiter et de taxer les sans-travail.

Notons de plus que le général a derrière lui une armée de soldats dévoués et désintéressés, pour la plupart, qui ont, dans les quartiers pauvres, un grand pouvoir.

Et cependant, malgré cette capacité du général, malgré le dévouement de son armée, malgré les millions que la bourgeoisie va lui donner (son argent de poche) le plan échouera fatalement, comme ont échoué tous les plans précédents. Les lois économiques qui régissent le capital le mettent hors des atteintes des réformes provenant de l'initiative privée. Le général a imaginé des ateliers, où les sans-travail pourraient venir se réfugier. Ecoutez ce que dit un des fonctionnaires de cet établissement, interviewé par la *Pall Mall Gazette*.

« Nous ne payons pas de salaires, excepté à certaines personnes qui sont employées comme instructeurs et maîtres de chantier. Les autres reçoivent simplement la nourriture, des habits et une petite somme chaque semaine, qui leur sert de monnaie de poche. Mais nous avons bien soin de ne pas laisser considérer ce don comme un gage auquel l'homme a droit. C'est un don libre que nous lui donnons pour l'encourager, et si nous trouvons qu'il en abuse — si par exemple il revient ivre la nuit — nous réduisons la somme.

En résumé, et certains adversaires bourgeois le faisaient remarquer, ce n'est pas autre chose qu'une "workhouse" déguisée habilement. L'ouvrier qui y entre y est nourri contre son travail, mais le produit de ce travail, où va-t-il? Il alimente les fonds de la société financière dont le général est le chef.

Ainsi cette grande réforme, annoncée à coups de tam-tam et de tambours de basque, est une nouvelle exploitation de la classe ouvrière, l'exploitation des sans-travail. La classe ouvrière ne demande pas ces amonces que la bourgeoisie veut lui imposer. Une journée de huit heures, établie par acte du parlement amènerait sûrement ce que le plan du général Booth ne pourra jamais effectuer : la diminution graduelle de l'armée de réserve des sans-travail, une hausse progressive des salaires et par suite un bien-être pour la classe ouvrière. Mais ce moyen est trop simple et trop efficace: il atteint trop dans le vif les intérêts bourgeois pour que les capitalistes ni les gouvernements l'admettent. Il vaut bien mieux faire semblant de montrer de l'intérêt pour la classe ouvrière, lui donner quelques millions et lui refuser des justes revendications. C'est purement et simplement le secret des prétendues "réformes sociales" qu'elles proviennent d'un empereur ou d'un général.

BERNARD.

La mort d'un Policier russe

Le général russe *Sévrierstoff* a été assassiné dans sa chambre de l'hôtel de Bade, à Paris. Il appartenait à la police russe et était venu en France (naturellement!) comme dans une province russe pour poursuivre les nihilistes et, probablement, pour susciter un petit procès, comme celui qui a eu lieu il y a quelques mois à Paris. On soupçonne un nihiliste d'avoir tué ce général agent de police, et le gouvernement français, qui est trop heureux de trouver une occasion de manifester son dévouement au Tzar, fait des recherches pour trouver le meurtrier.

Il fut un temps où les Parisiens apprenaient par leurs journaux des nouvelles de la Russie, mais aujourd'hui Paris est devenu une succursale de St-Petersbourg, et comme la police russe s'y est transportée, et y a établi une section, les nihilistes sont bien obligés de faire un petit voyage pour retrouver leurs ennemis. Il est probable que la mort violente du général n'est qu'une réplique à la condamnation des nihilistes de Paris.

Car, et que le public républicain sache bien cela, les condamnations ne se sont pas bornées à Paris, mais se sont étendues dans toute la Russie et la vaillante revue *Free Russia* donne les noms de ceux qui ont été arrêtés sous l'inculpation d'une conspiration, dont les policiers française et russe connaissent mieux que personne les auteurs. Et qu'on ne nous dise pas que le gouvernement français n'a pas sa part dans ces arrestations. Toutes les personnes, dont les noms ont été révélés par les recherches policières à Paris ont été arrêtées en Russie. Nous trouvons par exemple le nom d'une personne, Yérouchina, dont le seul crime est d'avoir été à Paris en correspondance avec les Reinsteins impliqués dans le procès des nihilistes à Paris.

Notre ami Mendelssohn, qu'on avait été forcé de relâcher il y a quelques mois malgré l'ardent désir qu'on avait de le livrer à la Russie, est, à l'heure où nous écrivons ces lignes, emprisonné et mis au secret. La police sait parfaitement que, comme socialiste-marxiste, Mendelssohn n'a pu favoriser ni conseiller une telle propagande par le fait. Tout en comprenant parfaitement la propagande par le fait des nihilistes, les socialistes savent que la « propagande des faits » est bien plus puissante pour renverser un empire, comme nous en avons eu un exemple en Germanie, où Bismarck a été balayé par l'élection de février 1890, rendu impuissant à tout jamais.

Mais, à quel degré de bassesse et de servilisme en sont tombés le gouvernement français et la France pour se faire la pourvoyeuse de la forteresse St-Pierre et St-Paul.

Nécrologie

L'organe officiel du Parti socialiste allemand : le *Berliner-Volksblatt* annonçait le 3 novembre la mort d'Hélène Demuth, la fidèle compagne de la famille Marx; une socialiste aussi convaincue que serviable. Lafargue a raconté dernièrement dans le *Neve-Zeit* ce que la défunte avait fait pour la famille Marx, et l'aide qu'elle lui a prêtée pour traverser les pires années de l'exil. Depuis la mort de Marx, Hélène Demuth demeurait chez Engels. Notre ami, qui le 28 novembre atteindra sa soixante-dixième année est frappé doublement par cette mort; il perd une camarade fidèle qui prit part à toutes les luttes des fondateurs du socialisme scientifique et la femme qui était l'âme de son ménage. Ceux qui ont eu le bonheur de connaître Hélène Demuth, ne l'oublieront jamais.

LE GOUVERNEMENT RUSSE

Malgré la presse vendue et l'opinion publique détraquée en France, nous espérons qu'à la fin le jour se fera sur les atrocités commises par le gouvernement russe et par l'épiloque de la Néva. Les faits que nous révèle la presse anglaise et américaine ne sont pas pour nous faire nous apitoyer sur le sort des policiers russes qui viennent faire de la villégiature à Paris.

Par exemple, un étudiant d'un collège de Moscou, nommé Sipovich, étant en prison, à Moscou, fut atteint d'une paralysie. Avec quelques soins, on aurait pu le guérir, mais l'administration déclara sa libération impossible et le condamna à l'exil en Sibérie. Malgré les protestations du médecin, l'administration allait le faire partir de force pour la Sibérie quand la mort vint le prévenir.

Un autre exemple. En 1888, Helen Shif, une femme mariée, fut arrêtée. Avant son arrestation, elle souffrait d'une légère maladie nerveuse. En prison, sa santé fut ruinée et elle eut des attaques d'hystérie, des hallucinations. Le docteur déclara qu'elle deviendrait folle si elle restait en prison. Mais l'administration ne voulut rien entendre, et elle fut laissée dans cet état.

Enfin, un troisième cas. — En automne 1885, le chef de la police secrète à Moscou, condamna un étudiant de l'Université de Moscou, Vignileff, à l'exil dans les provinces du Nord. L'étudiant n'était pas préparé pour ce voyage; le voyage était long, l'hiver commençait, et il n'avait pas de vêtements chauds. Il demanda quelques jours de grâce pour se préparer. Cette permission lui fut refusée et il fut obligé de partir de suite sans vêtements pour l'hiver. Il mourut pendant la route.

Et c'est dans ce pays civilisé que se tenait il n'y a pas longtemps un Congrès pour la bonne administration des prisons et les soins

à donner aux prisonniers. Ce qui aurait complété l'ironie de la situation, c'aurait été de convoquer le Congrès en Sibérie.

La seule excuse qu'on ait trouvée jusqu'ici c'est de dire que le Tzar ne connaît rien de tout ce qui se passe, et que ce sont simplement ses ministres qui commandent et ordonnent ces atrocités, dont personne ne peut nier l'existence. Ainsi le doux M. Gladstone, l'ami de la Russie, est convaincu que toutes ces exécutions répignent aux sentiments délicats du Tzar et il l'espère que la presse anglaise peut être de quelque utilité en répandant la lumière sur ces questions, et en informant les autorités russes. Mais, comme le dit Stepiak, le Tzar est parfaitement informé de tout ce qui se passe, quand cela ne serait que par la courageuse lettre dont nous avons parlé jadis. Il sait à quoi s'en tenir sur la flagellation de Madame N. Sihida qui ne s'est arrêtée qu'à sa mort. Il a su qu'il y avait eu un massacre à Yakoustk; il connaît enfin les modes d'exaction que l'on pratique sur les paysans russes. Le Tzar et les ministres sont parfaitement renseignés sur tout ce qui se passe, et ces atrocités ne sont commises qu'avec leur permission.

Absent de Paris depuis quinze jours, je ne sais rien de particulier sur « l'affaire » de l'hôtel de Bade.

Comme tout le monde, comme vous, chers lecteurs, du *Socialiste* je suis réduit aux dires, ou, plus exactement, aux écritures de la presse bourgeoise — et ces témoignages des journaux les plus ennemis me suffisent.

J'ouvre l'*Eclair* — et j'apprends que le général Seliverstoff, ancien aide de camp du czar et sous-chef de la troisième section, « se vantait d'avoir expédié en Sibérie, au petit bonheur, plus de vingt mille nihilistes. »

J'ouvre la *Lanterne* — et j'apprends que ce n'est pas vingt mille personnes, mais « quarante mille », parmi lesquelles des femmes, presque des enfants, que ce « terroriste de l'ordre » a « fait déporter » sans jugement.

J'ouvre le *Petit Marseillais* — et j'apprends qu'il a été mêlé « au récent procès des nihilistes à Paris », dont « la conséquence indirecte » a été, vendredi de la semaine dernière, l'envoi à la potence de trois suspects, dont une jeune fille, Sophie Gunsbourg.

Et, sans pousser plus avant mon « instruction », je m'arrête et je dis, persuadé d'avoir avec moi tout ce qui a « quelque chose attant sous la mamelle gauche » :

S'il est vrai que la balle silencieuse du boulevard des Italiens soit sortie d'un revolver nihiliste, qui donc oserait soit plaindre une pareille victime, soit insulter l'homme, quel qu'il soit, qui, voyant rouge et jouant sa vie, s'est érigé en justicier.

C'est l'Evangile des chrétiens qui le déclare: Quicon que se sert de l'épée, c'est-à-dire de la violence, périra par l'épée, — transformée ici en revolver.

C'est le grand philosophe de l'absolutisme, Joseph de Maistre, qui l'écrivait à la fin du siècle dernier: Le bon plaisir d'un seul, roi ou czar trouve toujours et fatalement sa limite ou son frein: couteau, hache ou poison.

L'assassinat, érigé en système en haut, appelle et fait surgir, comme un correctif nécessaire l'assassinat en bas.

Les « faits », comme celui qui passionne aujourd'hui l'opinion publique, n'appartiennent pas à leurs auteurs directs, qui ne sont en réalité que des instruments; ils sont, en même temps que l'effet inévitable, la condamnation des régimes, qui ne laissant place à aucune liberté, baïllonnant les bouches, crevant les yeux, liant les mains et enfermant l'humanité dans une vaste camisole de force, sont responsables des explosions, individuelles ou collectives, qui se produisent aussi mécaniquement que la volée en éclat des chaudières sous la pression de la vapeur comprimée.

Quant aux mesures générales contre les réfugiés russes et polonais que l'on s'apprête à prendre en haut lieu au nom du très peu intéressant cadavre de l'appartement N° 87, malgré le chien-couchantisme aigu de nos gouvernants vis-à-vis de la « sainte Russie », nous nous refusons à y croire, comme nous refusons d'ajouter foi aux « quarante agents de la police secrète russe » qui seraient en route pour Paris et équivaldraient à l'annexion de la République française à l'empire du Knout.

Nous protestons, en attendant, au nom du Parti ouvrier, contre l'idée même de représaille — ou de proscription contre des proscrits — qui a pu traverser la cervelle affolée d'un Constans.

Il est impossible que, parce que, dans le duel héroïque engagé par une poignée d'af-franchisseurs contre le plus pendeur des czarismes, un suppôt du czar a été frappé, il est impossible qu'au moyen d'un monstrueux procès de tendance les échappés des gibets moscovites, venus à notre France comme au pays de la Révolution, puissent être exécutés en masse, bannis de la Répu-

blue, eux, les déjà bannis de la pire des tyrannies.

Nos républicains français ont trouvé la monarchie Angletterre hospitalière, même après les bombes d'Orsini.

Victor Hugo a pu dénoncer à la justice populaire le Bonaparte du 2 décembre — qui devait devenir le Napoléon de Sedan — dans son vers immortel :

Tu peux tuer cet homme avec tranquillité sans que les petites Iles Normandes aient seulement songé à l'inquiéter dans la sécurité de son exil.

En France même, en plein bon plaisir bonapartiste, lorsque, non pas un aide-de-camp de czar, mais un czar lui-même servit de cible à Berezowski, il ne se trouva personne pour faire peser la responsabilité du coup de pistolet du Bois de Boulogne sur les compatriotes du « meurtrier ».

La France de 1890, si dégénérée qu'elle soit entre les mains d'une bourgeoisie sénile, ne voudra pas être au dessous de la France de Badinguet et du Royaume-Uni de Victoria.

Elle restera protectrice aux révolutionnaires polonais et russes, qui ne sauraient — nous ne le permettrions pas — s'être mis en vain sous sa protection.

J. G.

La préfecture de la Seine a publié une statistique qui bien qu'incomplète donne une idée de l'abondance des meurt-de-faim, qui demandent du travail et que le capital emploie pour abaisser les salaires de ceux qui travaillent.

NATURE DES EMPLOIS	Nombre moyen des vacances annuelles	Nombre des candidats inscrits
Commis auxiliaires.	12	3.126
Garçons de bureau.	4	3.314
Hommes de peine.	8	197
Débts de tabac de 2 ^e classe dans la Seine.	8	2.679
<i>Enseignement</i>		
Instituteurs.	42	1.847
Institutrices.	54	7.139
Professeurs de dessin (hommes).	8	147
id de dessin (femmes).	6	132
id de chant (hommes).	5	72
id de chant (femmes).	6	61
id de gymmast. (hom).	2	149
id de gymmast. (fem).	1	52
Concierges d'école.	20	2.643
<i>Voie publique, Promenades</i>		
Cantonniers.	45	450
Ouvriers.	150	610
<i>Nettoyement</i>		
Cantonniers.	750	5.110
Ouvriers.	65	550
<i>Services divers</i>		
Mécaniciens-chauffeurs.	»	95
<i>Égouts</i>		
Cantonniers et ouvriers.	17	750
<i>Kiosques</i>		
Marchands et Marchandes de journaux.	12	3.150
<i>Palais de justice et Tribunal de commerce</i>		
Gardes et gagistes.	»	614
<i>Assistance publique</i>		
Contrôleurs du droit des pauvres.	4	516
Garçons de bureau.	5	455
Concierges.	»	129
<i>Mont-de-Piété</i>		
Employés aux écritures.	7	1.272
Employés à la manutention.	10	1.342
<i>Octroi</i>		
Préposés-commis ambulants.	465	2.772

Une mention spéciale pour les surveillants de fosses d'aisances: il y a 160 demandes cette année, et aucune vacance ne s'est produite dans ces dix premiers mois.

Pour la garde des canaux, au contraire, il y a 18 vacances pour 15 demandes!

Ce que l'on sait bien, par exemple, c'est que tout cela donne un total de 43.000 demandes pour 1.110 emplois.

AFFAIRE PARNELL

Nous aurions tort de nous répandre en compliments de doléance au sujet du scandale qui frappe en ce moment le parti irlandais en la personne de son chef. Notre ami, Michael Davitt, le seul membre irlandais qui ait des opinions socialistes, a montré ce que la conduite de Parnell avait eu de louche et de tortueuse en ce qui concernait la conduite d'O. Théa, celui qu'il a trompé, et qu'il a vait essayé de faire élire par le parti irlandais malgré les conseils de ses amis.

Ce qui nous révèle le fond de l'affaire, c'est le discours qu'un membre important du parti irlandais, T. M. Healy, a prononcé au sujet de Parnell. Il ne voit dans Parnell que le conservateur qui protège l'Irlande contre le socialisme: « En songeant, dit-il

aux événements qui peuvent provenir de la retraite de M. Parnell, il prévoit un grand trouble dans la Chambre des Communes. On aura peut-être un parti socialiste, ou un parti désireux de nationaliser le sol.

Si les Conservateurs étaient, plus intelligents, ils verraient l'absurdité politique de leur attaque contre Parnell. Celui-ci ne réussit-il pas à maintenir l'Irlande dans l'ordre et à étouffer toute velléité d'indépendance ou de socialisme. Il combat la propriété des landlords anglais, il est vrai, mais c'est pour la transmettre à des landlords irlandais. De plus, il réussit à détourner une certaine partie de la population des idées socialistes en leur proposant le home rule, qui n'est autre chose que de substituer des capitalistes irlandais, à des capitalistes anglais.

Tout bien considéré, la situation nous plaît. D'abord, le parti libéral est cruellement embarrassé, car il ne peut pas abandonner Parnell, sans abandonner le Home rule, et, s'il n'abandonne pas le leader irlandais, l'hypocrisie anglaise des non-conformistes abandonnera Gladstone. Ensuite le parti conservateur réussira, en écartant le mouvement irlandais, qui maintenant a fait son temps comme simple manifestation nationale, à lancer le peuple d'Irlande dans les bras du socialisme.

Ainsi, quelle que soit l'issue de la question, il y a avantage pour notre cause. Nous nous dispensons naturellement d'entrer dans les affaires de ménage qui forment la base de cette affaire: néanmoins il se pourrait que le mari n'ait déconvert les torts du leader irlandais que depuis que celui-ci n'a pu le faire nommer membre du parlement; ce qui donne une haute idée du mari et de l'amant.

B.

BONS APOTRES

Il sera difficile aux ouvriers de comprendre ce qu'on leur veut en ce moment avec la religion.

D'une part, on les engage à chercher dans le christianisme le meilleur des socialismes; des prêtres bien intentionnés ont reçu la mission apostolique de pêcher le plus d'âmes qu'ils pourront dans cette eau trouble qui sépare l'ilot sans cesse grandissant du socialisme conscient, du marécage où barbotent les économistes officiels et les souteneurs de la morale capitaliste. D'autre part, l'empereur Guillaume déclare aux jeunes soldats qu'ils ne sauraient rester trop chrétiens et que la religion seule pourra s'opposer aux progrès du socialisme, — l'unique ennemi.

Nous n'avons rien contre la religion, c'est une excellente chose relativement à un état moral de niveau inférieur, mais la morale socialiste rend la religion aussi inutile que les vieilles hypothèses le sont toujours devenues au contact de théories plus scientifiques.

Néanmoins, on se trouve bien aise, devant certaines questions embarrassantes que se posent et que nous posent des enfants, de leur fournir une explication fantaisiste qui les satisfait et calme leur curiosité. C'est là le grand succès de la religion et de son obscure métaphysique qui ne devient de l'eau claire que si l'on compte dessus.

Le christianisme et son père naturel le judaïsme peuvent faire bon commerce avec le socialisme économique, le seul qui ne tolère plus les interprétations individuelles, parce qu'il est expérimental et scientifique. La religion en tant que conviction de derrière la tête, et à la condition qu'elle ne gêne pas la vue juste des choses sociales, peut durer tant qu'elle se recrute des clients: c'est mieux que rien, si ce n'est pas grand-chose. Ce qu'il y a de certain c'est que l'on compte sur elle pour endiguer le socialisme.

C'est ce calcul un peu aventureux qui sera la pierre de touche de la signification historique actuelle du christianisme.

Le capital, qui n'a rien épargné, a imprimé sur lui sa griffe comme sur tout aujourd'hui. Le capital a divisé pour régner, la famille, la patrie, la production, la consommation, les seuls intérêts communs, moraux ou matériels, sont des intérêts d'argent, comme il s'en est montré dans les bruyantes réunions des actionnaires de Panama, comme la Banque internationale a su les coaguler, sous couleur de patriotisme, pendant qu'il s'agissait de faire monter les valeurs russes et d'y écouler l'épargne française. Voilà une religion toute neuve, le Tzar et Dieu, l'un portant l'autre; il ne serait pas facile de nos jours de provoquer un tel mouvement en faveur de Dieu tout seul.

Compter sur la religion pour arrêter le socialisme, c'est compter sur l'huile pour arrêter le feu. Il est trop tard, car tout ce qui survivra de la religion n'est que l'embryon de la survie sociale à travers les siècles. Il n'existe en ce moment aucune profession qui n'ait pour but de voler par devant plus qu'on ne nous vole par derrière.

Le volez-vous les uns les autres est le pivot de la société moderne, et entre le capital et le salariat, le religion ne peut plus que mentir à la fois par devant et par derrière.

LE PARTI OUVRIER EN FRANCE

ALBI

La liste socialiste pour les élections municipales a réuni plus de mille voix contre quinze cents à la coalition de toutes les fractions bourgeoises.

BREST

Les élections au Conseil des Prud'hommes ont été favorables au parti socialiste qui a fait passer trois de ses candidats.

CAUDRY

A la suite d'une nouvelle conférence donnée par les citoyens Renard et Tribouillard, 80 nouveaux adhérents se sont faits inscrire à la chambre syndicale des tullistes.

La réunion, très bien présidée par le citoyen Godin, a décidé qu'une campagne serait faite pour obtenir la formation à Caudry d'un Conseil de Prud'hommes, les ouvriers de cette commune étant aujourd'hui obligés de faire des 24 kilomètres pour obtenir justice.

COMMENTRY

Une élection pour le Conseil général a eu lieu dimanche dernier dans le canton. Elle a abouti à l'élection du citoyen Raoul Fréjac, « candidat de protestation », qui n'avait pas de concurrent, et a réuni 1,641 voix.

Les travailleurs, en votant en masse pour Fréjac, ont entendu protester contre les monstrueuses condamnations de Montluçon et de Moulins. Comme l'écrivit le *Poesin*: « Messieurs de la bourgeoisie, le peuple, le seul juge que nous reconnaissons juste, vient de vous souffleter; il vient de vous dire par son vote que vous avez commis une injustice en emprisonnant Fréjac; il vient de dire aux officiers de chasseurs de Moulins: votre conduite a été déplorable pendant la grève de Commentry. Aussi toute la bande des réactionnaires et des opportunistes est-elle attérée. »

MARSEILLE

Vendredi 20 novembre a eu lieu à la salle du Chapitre, sous la présidence du citoyen Tressaux, une réunion plénière du Parti ouvrier marseillais.

Après un exposé détaillé des travaux du Congrès de Lille fait par le secrétaire pour l'intérieur du Conseil national, une campagne de conférences a été organisée tant à Marseille qu'à la Ciotat, Trets, etc. Et il a été décidé qu'avant le départ du citoyen Jules Guesde, une nouvelle assemblée générale sera tenue, dans laquelle sera complétée l'organisation du Parti.

La première conférence donnée au boulevard Vauban, théâtre de la Mauresque, a pleinement réussi.

Guesde a montré au fond de la question ouvrière, telle qu'elle se pose au XIX^e siècle, la machine ou le machinisme avec ses effets meurtriers (l'artisan d'autrefois transformé en marchand-ouvrier, la femme arrachée à son rôle physiologique de reproduction de l'espèce pour faire concurrence au mari et au père, l'enfant déformé par un travail précoce, enfin les chomages, ces famines modernes, qui augmentent tous les jours).

Il a montré ensuite le remède sortant du mal lui-même. C'est la production mécanique qui, en multipliant les moyens de satisfaire les besoins du jour, a permis et exige la suppression des classes et créera, avec le bien-être, des loisirs, une vie véritablement humaine pour chacun.

Mais pour cela, il faut que, de propriété capitaliste, l'énorme outillage, mû par la vapeur et l'électricité, devienne la propriété de la société et soit mis par elle directement en valeur.

De même que, pour opérer cette transformation, il est nécessaire que les travailleurs, organisés en un grand parti ouvrier, s'emparent du pouvoir politique.

Le citoyen Tressaux a parlé dans le même sens et est entré dans de très intéressantes explications sur la constitution et le fonctionnement du Parti ouvrier.

Deux « compagnons » sont ensuite venus, au milieu des protestations de l'assemblée, rééditer les inepties anarchistes. Il a fallu toute l'énergie du bureau pour leur maintenir la parole et empêcher leur expulsion.

Et c'est à l'unanimité, moins la demi-douzaine en question, qu'a été voté l'ordre du jour suivant:

« L'assemblée déclare se rallier aux doctrines socialistes exposées par les conférenciers, et engage les travailleurs du quartier à se constituer en groupe adhérent au Parti ouvrier. »

— L'adresse suivante a été envoyée au Comité qui soutient à Clignancourt la candidature du citoyen Daumas:

Le cercle socialiste de Marseille, adhérent au Parti ouvrier, félicite les travailleurs de Clignancourt qui ont posé la candidature du citoyen Daumas sur le terrain de l'expropriation capitaliste et de la socialisation des moyens de production.

Un pareil programme qui est celui de tout le prolétariat militant des deux-mondes ne peut manquer de sortir victorieux du scrutin de dimanche.

Placé entre les divers candidats de Constans et du patronat et le citoyen Daumas, notre délégué au Congrès international de Paris et notre collaborateur dans la grande manifestation du 1^{er} Mai, un quartier aussi révolutionnaire que celui de Clignancourt ne saurait hésiter.

Il votera dimanche comme un seul homme pour le seul candidat qui n'ait pas été mêlé aux tripotages de la rue Cadet et il aura, pour l'applaudir et le remercier, tous les travailleurs de Marseille qui lui crient, par l'organe du Cercle socialiste:

Vive Daumas!

Vive la République du travail!

Pour le Cercle socialiste et par ordre.

Jean COULET.

MAROMME

La Chambre syndicale des ouvriers de l'industrie de la région de Maromme (Seine-Inférieure) a élu pour secrétaire, chargé de correspondre avec le Conseil national du Parti ouvrier, le citoyen Emilien Duboc maréchal-ferrant.

MONTPELLIER

Le mouvement socialiste s'accroît chaque jour à Montpellier.

Depuis deux ou trois ans l'apathie avait saisi les esprits à cause de l'ambition des uns — qui n'avaient fait servir l'organisation ouvrière qu'à leurs propres intérêts — de la défection des autres, de la lassitude du plus grand nombre le parti socialiste paraissait ne plus guère exister dans notre ville.

Mais le mouvement du 1^{er} Mai, les manifestations qui ont eu à cette époque dans le monde entier et à Montpellier même, ont réveillés les esprits engourdis. Les travailleurs montpelliérains ont compris qu'ils ne pouvaient rester en arrière de leurs frères du prolétariat et qu'il fallait mettre les principes au dessus des hommes et lutter, eux aussi, pour l'affranchissement des travailleurs sans s'arrêter au mauvais vouloir et aux défections de quelques intrigants ou malhonnêtes ambitieux: le progrès marche sans être arrêté par les cailloux qu'il rencontre en sa route.

Pour rendre ce réveil de l'esprit socialiste utile et fécond, et l'accroître plus encore, il est venu à la pensée de quelques militants de créer à Montpellier une Bourse du travail, centre d'union et d'organisation qui n'existait pas encore dans notre cité universitaire plus bourgeoise que beaucoup d'autres.

On se mit à la besogne: des réunions eurent lieu à cet effet, une commission provisoire fut nommée qui comprend en son sein les délégués de 28 corps de métiers. Une demande fut rédigée par cette commission d'organisation adressée à la mairie où — en raison de la démission momentanée du Conseil municipal pour cause de crise universitaire, — elle resta plus de deux mois sans réponse.

Pendant cette attente nos amis les travailleurs montpelliérains ne perdaient pas leur temps; de tous côtés des réunions des différents corps de métiers avaient lieu des Chambres syndicales s'organisaient ou se réorganisaient partout.

Aussi lorsque le Conseil municipal réélu donna avis que la Bourse du travail était acceptée en principe mais qu'il fallait qu'un certain nombre de chambres syndicales organisées en fassent la demande, plus de 40 chambres syndicales envoyèrent de suite une demande motivée et signée à la municipalité.

Nous attendons maintenant la réponse définitive et nous avons tout lieu de croire qu'elle sera bonne.

Mais ce mouvement pour la Bourse du travail a produit une certaine agitation socialiste, les ouvriers ont recommencé à s'occuper des idées d'émancipation à comprendre que ce n'est qu'en se groupant, en unissant leurs efforts qu'ils pourront arriver à se défendre contre la dévorante domination capitaliste et à s'en affranchir ensuite.

En dehors des Chambres syndicales, des groupes d'études sociales se sont aussi reformés. Le plus important de tous qui existait déjà depuis des années et qui en raison de l'apathie générale se trouvait en somme réveillé plus ardent, plus énergique que jamais: c'est celui qui vous a envoyé son adhésion pour le Congrès de Lille et sur lequel vous pouvez absolument compter.

Le résultat de ce réveil socialiste à Montpellier a été lors des élections complémentaires du Conseil municipal de faire entrer un simple ouvrier, un des délégués à la Bourse du travail au sein du Conseil. Certes il n'y est pas arrivé avec le programme du parti mais avec son titre de socialiste et sa situation d'ouvrier et déjà bien quelque chose.

Paule MINK.

MOULINS

Le Comité socialiste de Moulins, qui s'est définitivement formé, déclare soutenir toutes les revendications ouvrières reconnues justes par le Comité et se rend solidaire de tous les actes de ses membres, actes politiques, à condition qu'il n'y ait aucune entente avec les partis adverses.

Le Comité se déclare socialiste et ne soutiendra que le programme du même nom qui est celui que tout ouvrier voulant revendiquer ses droits doit soutenir.

Le Comité prie les citoyens qui voudraient en faire partie de vouloir bien se faire inscrire tous les quinze jours, à partir de samedi 22 novembre, à huit heures du soir, au siège du Comité, rue Réchembault.

PAS-DE-CALAIS

Lundi dernier, 17 novembre, invité par l'« Union des Chambres syndicales ouvrières » de Boulogne-sur-Mer à rendre compte des travaux du Congrès où les Syndicats boulognois étaient représentés, leur délégué le citoyen Delcluze, a, pendant près de trois heures, à la salle des Tintelleries, commenté tous les vœux et toutes les résolutions du quatrième Congrès. C'est aux acclamations unanimes d'un auditoire comprenant plus de 4.000 ouvriers que l'orateur a développé l'idée de la grève internationale des mineurs et fait voter avec enthousiasme une adresse de sympathie aux « forçats de la mine, libérateurs des serfs modernes » ainsi que l'engagement de s'occuper dès maintenant d'assurer aux mineurs grévistes la possibilité de vivre pendant les quelques jours de la lutte gigantesque.

La séance a été levée au chant des huit heures de Pédon.

Le dimanche 16 novembre, le nouveau conseiller général du Pas-de-Calais, le citoyen Alfred Delcluze réunissait le corps électoral et se mettait à sa disposition pour défendre les intérêts particuliers de la commune qui peuvent être du ressort du Conseil général.

Sur la demande d'un groupe d'électeurs et de commerçants de l'endroit une proposition de halte au passage à niveau sera déposée; et, quelle que soit l'issue des débats, l'élu reviendra se présenter à ses mandants qui jugeront sa conduite. Ce que, une fois élu, n'ont jamais fait ses prédécesseurs les conseillers bourgeois. Ce n'a été que de longs applaudissements pendant toute la réunion.

La commune qui compte 447 électeurs et n'avait donné que 65 voix au programme expropriateur au scrutin du 5 octobre dernier, lui en accordera le triple aux prochaines élections.

Le dimanche 23 novembre, c'est à Marck, autre commune agricole du canton Sud-Est de Calais que le citoyen Delcluze portait la parole socialiste devant près de 300 électeurs réunis pour faire la connaissance du nouvel élu auquel les braves n'ont pas été ménagés, tant s'en faut.

Là encore, une longue démonstration a été faite en faveur de notre programme, en faveur de la lutte de classe, en faveur du grand Parti ouvrier sous la bannière duquel tous les travailleurs doivent se grouper au plus tôt pour profiter des événements qui vont se précipitant et qui créeront une situation révolutionnaire avant deux ans.

Après avoir longuement développé la question des syndicats et des prud'hommes agricoles, l'orateur a fait vainement appel aux contradicteurs.

C'est au chant des « Huit Heures », que toute la salle a entonné, que la séance a été levée.

De nombreux cris de: Vive le Parti ouvrier! vive Delcluze! ont été poussés par l'auditoire campagnard réellement emballé et conquis.

ROMANS

Samedi dernier a eu lieu à Romans une réunion ouvrière dans laquelle la création d'un groupe qui prendra le nom de « Groupe des Travailleurs socialistes du Parti ouvrier », a été décidée.

Le citoyen Jeamment, sellier, a été nommé secrétaire provisoire du groupe.

A L'ÉTRANGER

ANGLETERRE

Un Congrès très important des employés de chemin de fer s'est tenu à Londres cette semaine. De nombreux délégués étaient présents. Le président, James Bedford, dans un discours très applaudi, a exposé la condition des ouvriers. Les hommes travaillent jusqu'à des 18 heures par jour. On voit des aiguilleurs ou des employés chargés des signaux, une des places les plus dangereuses, comme on l'a vu par le dernier grand accident de chemin de fer à Taunton, sont âgés de 65 ans, parce qu'ils ne peuvent pas se retirer, à cause du salaire dérisoire qu'on leur donne.

Les Compagnies se targuent d'avoir un fonds de prévoyance, chargé de donner des secours aux ouvriers. Naturellement c'est avec des retenues sur les salaires que l'on alimente ce fonds. Dans une compagnie, chaque ouvrier donne 4 pences (5 sous) par semaine pour le fonds de prévoyance, 3 pence pour la caisse des accidents, et un penny pour la caisse des pensions. De plus, le docteur qui examine les malades est nommé par la Compagnie. On le voit, c'est tout comme en France.

Le Congrès a résolu de maintenir l'union par tous les moyens et malgré toutes les attaques des compagnies: et de tâcher d'obtenir une journée de travail plus courte et un salaire plus haut. De plus, et ceci est très important, l'union des ouvriers de chemins de fer se propose de se réunir aux autres unions pour une grande confédération. — Enfin, et ceci est tout à fait socialiste, (et ceci ne ressemble en rien à l'exclusivisme de quelques-unes des nouvelles Unions), l'union ouvre ses rangs aux ouvriers, que les patrons seraient disposés à employer en cas de grève pour remplir les vides laissés par les grévistes. Les autres unions, nous l'espérons, suivront cet

exemple, et finiront par comprendre que plus une Union est grande et compte de membres, moins les patrons ont de chance de trouver des *blacklegs*.

BELGIQUE

La fédération nationale des mineurs se réunira en Congrès le 14 décembre prochain. L'ordre du jour est ainsi formulé : Suffrage universel, — grève générale, — la journée de huit heures, — le prochain Congrès international.

ITALIE

On ne connaît encore qu'en partie le résultat des élections générales qui viennent d'avoir lieu pour la Chambre des députés. Mais, parmi les élus, on compte déjà trois socialistes.

Ce qui ajoute à l'importance de cette triple élection, c'est que le Parti s'était coupé en deux, un grand nombre de groupes, et non les moins nombreux, ayant décidé de s'abstenir.

Andréa Costa, qui avait dû chercher en France un refuge contre les deux années de prison auxquelles il avait été condamné par la justice de Crispi, a été nommé deux fois, à Ravenne et à Bologne.

Un important Congrès socialiste a eu lieu à Ravenne et a adopté les résolutions suivantes :

« Les groupes adhérents à la Confédération républicaine collectiviste des Romagnes, convaincus :

» Que l'attribution des pouvoirs sociaux revient de droit et comme un devoir à tous les citoyens élus par les majorités, unique base du pouvoir public ;

» Que la République est la seule forme de gouvernement capable de traduire dans la pratique les principes de la démocratie sociale ;

» Que pourtant la souveraineté politique de l'individu est nulle et absurde là où l'homme est économiquement le sujet d'un autre homme ;

» Que tous les privilèges sociaux dépendent du premier et du plus odieux, celui de la propriété, monopolisée par quelques-uns au détriment du grand nombre.

» Que, pour arriver au but humain que les choses soient arrangées de façon que tous s'assentent en égaux au banquet de la vie, il convient qu'à l'actuelle production individualiste succède la production à base de propriété collective ;

» Que le fondement civil et économique de toute société doit être le travail et non le capital hérité ;

» Que, seulement en étendant à tous la souveraineté politique et la propriété sociale, on peut arriver à transformer l'actuelle société, faite de riches et pauvres, en une société de libres, égaux et conscients travailleurs ;

» Déclarent vouloir dans la forme du gouvernement, la République ;

» Dans les rapports économiques, le collectivisme. Ils reconnaissent et embrassent dans un terme seul : famille, patrie, humanité.

» Ils croient dans la continuité du progrès, et pour cela, ils professent la bienveillance universelle, la tolérance pour les opinions d'autrui et la solidarité avec tous ceux qui combattent pour fonder le bonheur humain sur les ruines de la tyrannie politique, capitaliste et sacerdotale. »

SUÈDE

A la suite du rapport du citoyen Brauting, délégué au congrès de Halle, le mouvement socialiste a pris un nouvel essor. Brauting, qui publie à Stockholm le *Socialdemokraten* et Damiclson à Malmo avaient, aux élections du printemps dernier, groupé plusieurs centaines de voix sur le programme du Parti.

SUISSE

Le scrutin de ballottage qui a eu lieu à Zurich a été une victoire pour notre parti.

Le socialiste Volgelzanger a été élu membre du Conseil national par 11.821 voix contre 9.808, donnés au candidat bourgeois, M. Frey.

HYGIÈNE CAPITALISTE

Monsieur A. Naquet vient de démolir de fond en comble toute la théorie Marxiste et d'enterrer une fois de plus le socialisme collectiviste. Il serait véritablement trop peu intéressant de rappeler aux lecteurs du *Socialiste* les arguments vieillots de M. Paul Leroy-Beaulieu que M. Naquet reprend pour son compte. Quand le politicien devient vieux, il se fait économiste. Et, trouvant la question posée depuis longtemps par d'autres qui la tirent chacun de leur côté économistes officiels et collectivistes marxistes, il ne peut que donner tort et raison alternativement aux uns et aux autres, ce qui est plus original que de se ranger à l'un des deux avis ; enfin de compte, ne pouvant plus donner de note personnelle en restant dans la question, la seule chose à faire, évidemment, était de se mettre à côté de la question ; c'est ce qu'il fait à chaque chapitre de son livre.

La loi de Lassalle, la loi d'airain, la loi des salaires qui, comme toutes les lois bien définies, n'est que l'énoncé du fait simple, déshabillé de ses particularités, donne surtout matière à sa dialectique qui rappelle un peu la fable du serpent qui rongea une lime.

Le minimum de salaire accepté par la loi de Lassalle était celui qui permettait strictement à l'homme travaillant de produire et de se reproduire. M. Naquet trouve vicieux le raisonnement de Guesde admettant que le salaire puisse devenir moindre que ce minimum. Moindre qu'un minimum ! C'est ce qui le trouble !

« L'écrivain socialiste, de M. Naquet, s'en tire, il est vrai d'une manière assez ingénieuse. Le minimum de consommation nécessaire est une moyenne et ne représente pas une quantité fixe pour tous les individus. Lorsque les salaires s'avilissent et tombent au-dessous du minimum moyen, il y a des natures plus robustes, plus fortes, plus aptes à supporter de longues privations. Ceux-là seuls résistent dans ce cas ; les faibles meurent et la diminution de la population a pour effet de rencherir le salaire et de le ramener au minimum indispensable.

M. Naquet dit que cette théorie est en contradiction avec les faits, car les relèvements de salaire qui suivent une forte baisse ne sont pas précédés d'une de ces épidémies qui déciment la population.

Mais est-il besoin d'épidémie pour accentuer la dépopulation en France particulièrement, où le mal est tout ce qu'il y a de plus endémique ! Elle est constatée à l'état permanent, il ne s'agit plus de crises isolées et observables avant, pendant et après.

Nous sommes en plein dans ce qu'on appelle état de mal, la crise permanente. L'importation croissante des travailleurs étrangers ne suffit pas à masquer la dépopulation, il y a quelque chose qui fait que le travailleur français nese reproduit plus suffisamment. Produit-il toujours autant, au moins ? Mais non, c'est la machine qui produit chaque jour davantage ; ce n'est pas le travailleur.

Et comme la machine, d'après M. Naquet (p. 38), est le prolongement de celui qui la crée et à qui elle appartient, nous devons humblement reconnaître que c'est le capitaliste qui produit.

Donc, le travailleur produit et se reproduit de moins en moins.

Nous pourrions croire avec Lassalle et Guesde que cela tient peut-être à ce que le minimum du salaire suffisant est dépassé et que l'on vit de plus en plus mal dès que la ration d'entretien, de production et de reproduction est trop faible. De même on peut vivre quelque temps sans manger, mais on s'affaiblit, on produit moins et l'on meurt.

Il est facile de constater que l'homme travaillant produit de moins en moins, puisque la machine le remplace, et se reproduit de moins en moins, puisqu'il ne pourrait élever d'enfants. Est-ce que la vie serait devenue plus difficile ? Eh bien, pas du tout, dit M. Naquet, et il présente une foule d'arguments à son sens sans réplique.

Les consommations de luxe se sont implantées parmi les ouvriers, l'alcool, le tabac, le repos du dimanche et du lundi indiquent que le travailleur reçoit plus qu'il ne lui serait indispensable, les innombrables livrets de caisse d'épargne, les cotisations pour les subventions de grèves, etc.

Il y a de vieilles bonnes gens qui critiquent les exigences des salariés actuels : de leur temps, à les entendre, on travaillait pour bien moins cher. M. Naquet en est à peu près là. Le luxe et l'abondance dans lesquels ils vivent rendent les ouvriers difficiles à satisfaire ; ils veulent toujours davantage, et cependant, dit M. Naquet, le travail n'est plus qu'un purgatoire dont, par le simple jeu des forces naturelles favorisées par une bonne législation, l'on peut et l'on doit espérer sortir.

Mais ce simple jeu de forces naturelles est un jeu d'enfer, précisément favorisé par une admirable législation *ad hoc* ; le surtravail, le surmenage, la surproduction, la surmisère, etc., sont toujours sur le tapis, le sursalaire et la surconsommation restent dans la manche de nos bons législateurs. On se dépeuple, la machine humaine est exténuée. Si M. Naquet était aussi bon météorologiste qu'il est bon chimiste, il comprendrait qu'on peut, en toute confiance, s'en remettre au théorème de Lassalle, que la forte dépression que nous traversons est grosse de tempêtes prochaines, et que quand le coup de vent sera passé sur notre admirable législation, il manquera quelque chose de plus que le salaire. D' Z.

Convocations et Réunions

PARTI OUVRIER

Agglomération Parisienne

Réunion plénière, salle Pasquier, 239, rue St-Martin à 8 heures et demie du soir le 8 décembre 1890.

Le Groupe du IX^e

Réunion Salle Tavernier, 33, rue Notre-Dame de Lorette.

L'ADMINISTRATION

DE LA

BIBLIOTHÈQUE DU PARTI OUVRIER

possède encore à la disposition de ses lecteurs, quelques collections du

SOCIALISTE, 1^{re} et 2^e Série

A côté d'articles de théorie et de polémique courantes des citoyens : G. DEVILLE, J. GUESDE, P. LAFARGUE, ZETKINE, V. BOULET, G. CRÉPIN, DORMOY, FORTIN, GÉVA, LAVIGNE, LECRIQUE, PÉDRON, ROUX, etc. ; des poésies révolutionnaires de : E. POTTIER et des correspondances étrangères signées : ENGELS, BERNSTEIN, VERNER (Allemagne), ANSEEL (Belgique), BEDFORT-BAX et EVELING (Angleterre), IGLESIAS (Espagne), ROSENBERG (Etats-Unis), etc., le SOCIALISTE a publié en variétés ou en feuilletons :

Dans la 1^{re} Série :

GALERIE SOCIALISTE, Portraits et biographie des principaux chefs du mouvement ouvrier international ;

LA JUSTICE CHEZ LES PEUPLES SAUVAGES, par le docteur LETOURNEAU ;

LA RELIGION DU CAPITAL, par Paul LAFARGUE ;

L'ÉVOLUTION DE LA MORALE, id.

LE MARIAGE, id.

L'AVENIR DES PRÉVOYANTS, réponse aux Prévoyants de l'Avenir, par FORTIN ;

LA COMMUNE DE PARIS, Rapport du Conseil général de l'Internationale sur la guerre civile en France, par K. MARX ;

LE PARTI SOCIALISTE ALLEMAND, G...

LE PROFIT, par Laurence GRAULAND ;

LA COMMUNE RUSSE, par L. TIKHOMIZOF,

LA REVANCHE DE LA FÉCONDITÉ, P. B. ;

L'ÉTUDIANT, C. B. ;

LES TROIS FORMULES MAGIQUES, par D. JAKOBY ;

DÉGÉNÉRESCENCE DES FAMILLES ARISTOCRATIQUES, par B. GENDRE ;

LES CHEMINS DE FER CHINOIS ET LE PROLÉTARIAT EUROPÉEN, par Karl KAUSTSKY, etc.

Dans la 2^e Série :

BABŒUF ET LA CONJURATION DES ÉGAUX, par G. DEVILLE ;

BATAILLE DE JUIN 48, par H. CASTILLE ;

LE MOUVEMENT OUVRIER EN AMÉRIQUE, par G. ENGELS ;

SUR LA RÉVOLUTION FRANÇAISE, par Ed. BERNSTEIN ;

LA FAMILLE BUCHHOLZ, par X. ;

LA QUESTION MILITAIRE, par FORTIN ;

DES BIENS NATIONAUX, par AVENEL ;

LA PROPRIÉTÉ, SES ORIGINES, SES TRANSFORMATIONS, Conférences du docteur LETOURNEAU ; résumées par BERLIOZ, etc.

LE SOCIALISTE, 1^{re} et 2^e Série, est une véritable revue du socialisme international contemporain. Sa collection forme le résumé historique le plus complet du mouvement ouvrier de 1885 à 1888 : Elections, Congrès, Manifestations, Procès, etc.

L'Administrateur-délégué,

Georges CRÉPIN.

94, rue des Entrepreneurs, Paris.

LE PROGRAMME

DU

PARTI OUVRIER

SES CONSIDÉRANTS ET SES ARTICLES

par

Jules Guesde et Paul Lafargue

2^e Edition

PRIX : 30 centimes

En vente à l'Imprimerie Ouvrière, 21, rue de Béthune, Lille, et G. Crépin, rue des Entrepreneurs, 94, Paris.

ON PEUT S'ADRESSER

98, rue Montorgueil, PARIS

pour demander

LA JOURNÉE DE HUIT HEURES

VIENT DE PARAÎTRE

COLLECTIVISME

ET

RÉVOLUTION

DEUXIÈME ÉDITION

augmentée d'une postface

par

Jules GUESDE

Prix : 20 Centimes

En vente chez Roux, rue Villeneuve 22, Bordeaux ; chez l'auteur, avenue de Montsouris 14, Paris, et à la librairie du Parti G. Crépin, 94 rue des Entrepreneurs.)

LA PRESSE DU PARTI

LE CRI DU TRAVAILLEUR, organe du Parti ouvrier de la Région du Nord, 21, rue de Béthune, Lille ;

LE RÉVEIL SOCIAL, Commeny (Allier) ;

LA DÉFENSE DES TRAVAILLEURS, St-Quentin, rue de Philippe de Girard, 3.

LA DÉFENSE DES TRAVAILLEURS, Reims, place du Marché, 10.

LE SALARIAT, rue Cauchoise, 74, Rouen ;

L'ACTION SOCIALE, rue de Marseille, 3, Lyon ;

LA QUESTION SOCIALE, impasse Guiraud, 4, Bordeaux ;

LE PEUPLE PICARD, rue de Beauvais, 22, Amiens.

PARTI OUVRIER

BIBLIOTHÈQUE SOCIALISTE

prix port

LE DROIT A LA PARESSE, par Paul Lafargue. 0,35 0,05

LE PROLÉTARIAT INTERNACIONAL ET LA JOURNÉE DE HUIT HEURES, par E. Mailard, ouvrier chaudronnier. 0,50 0,05

LA RELIGION DU CAPITAL, par Paul Lafargue 0,25 0,05

LE MATÉRIALISME ÉCONOMIQUE DE KARL MARX, par Paul Lafargue. Trois brochures : 1^o l'idéalisme et le matérialisme dans l'histoire ; 2^o le milieu naturel, théorie darwinienne ; 3^o le milieu artificiel, théorie de la lutte de classe 0,30 0,05

L'ÉVOLUTION DU CAPITAL, par Gabriel Deville. Cinq brochures : 1^o genèse du capital ; 2^o formation du prolétariat ; 3^o coopération et manufacture ; 4^o machinisme et grande industrie ; 5^o fin du capital 0,60 0,10

PHILOSOPHIE DU SOCIALISME, par Gabriel Deville 0,25 0,05

L'ANARCHISME, par Gabriel Deville 0,10 0,05

SERVICES PUBLICS ET SOCIALISME, par Jules Guesde 0,30 0,05

LE COLLECTIVISME AU COLLÈGE DE FRANCE. (Réponse à M. P. Leroy-Beaulieu), par Jules Guesde. 0,75 0,05

LE PROGRAMME DU PARTI OUVRIER, son histoire, ses considérants, ses articles par Jules Guesde et Paul Lafargue. 0,30 0,10

RAPPORTS ET RÉSOLUTIONS DES CONGRÈS OUVRIERS DE 1876 à 1883 par Jean Dormoy, 0,40 0,10

LE SOCIALISTE. — 1^{re} série (années 1885-86-87-88) numéros. 10 fr.

LE SOCIALISTE. — 2^e série (années 1887-88) 35 numéros. 5 fr.

Pour tout ce qui concerne la Bibliothèque du Parti, s'adresser à l'administrateur, délégué Georges Crépin, rue des Entrepreneurs, 94, Paris.

Il ne pourrait être tenu aucun compte des demandes non accompagnées du montant de la livraison (port compris).

PIE IX AU PARADIS

PAR PAUL LAFARGUE

Petite brochure de 32 pages

ÉDITÉE PAR L'IMPRIMERIE DU PARTI OUVRIER

21 — Rue de Béthune — 21

LILLE

Vendue 3 centimes

Imprimerie Ouvrière

Lille

21, rue de Béthune

IMPRIMÉS ADMINISTRATIFS

ET COMMERCIAUX

SPÉCIALITÉ POUR JOURNAUX

L'Imprimeur-Gérant : DELADERERE

Imp.—Lille, rue de Béthune, 21